



# Hollande en VRP de la loi El Khomri

**ÉLYSÉE.** Alors que la contestation contre le projet de loi s'organise, le chef de l'Etat cherche à reprendre la main sur ce dossier explosif.

**UN DÉPLACEMENT** dans une entreprise de la nouvelle économie en Seine-Saint-Denis. François Hollande connaît les ficelles de la communication. Pour montrer qu'il a bien la main sur le projet de loi sur le travail, le chef de l'Etat s'est donc rendu hier matin sur le terrain, comme le ferait n'importe quel représentant de commerce. Objectif : faire la promotion du pré-projet de loi El Khomri. « Si j'ai voulu tout au long de ces dernières années soutenir le développement des entreprises, c'est pour qu'il y ait des recrutements en durée indéterminée, argumente Hollande. Rien ne serait pire que l'immobilisme ou de tout mettre en cause dans notre droit, notamment notre droit du travail. »

Mais pas question de donner l'impression d'une vente forcée. Au contraire. Hollande a trop en tête le CPE (contrat de première embauche) que le gouvernement de Dominique de Villepin avait dû retirer en avril 2006 face à la mobilisation des jeunes. Coïncidence : le texte avait été voté à l'Assemblée en ayant recours à l'article 49-3... C'est justement ce moyen expéditif qu'avait évoqué Valls au début, avant même que les députés n'aient reçu le projet de loi... Et aujourd'hui, les jeunes appellent à manifester le 9 mars contre le projet El Khomri. A l'appel de l'Unef et avec le soutien de la CGT.

« Le texte a donné lieu à des interrogations, c'est assez légitime, a des questionnements, je les comprends. C'est pourquoi le Premier ministre a prévu une concertation. Il vaut mieux prendre du temps pour mieux en gagner », a expliqué Hollande à la Plaine-Saint-Denis. Ironie de l'histoire, le chef de l'Etat était accompagné dans sa visite de deux élus locaux, le communiste Patrick Braouezec et le socialiste Stéphane Troussel (proche d'Aubry), sans doute peu partisans de la loi El Khomri.

Inquiet de la montée en puissance de la contestation contre le texte, le pouvoir a choisi de donner un peu de temps à la négociation. En position de force, la CFDT entend



La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), hier. François Hollande visite les locaux de Showroomprivé.com au côté de Thierry Petit (à gauche), cofondateur du site.

peser de tout son poids pour un rééquilibrage du projet. Mais une dizaine de syndicats participeront demain à deux intersyndicales pour tenter de se mettre d'accord sur les modifications à réclamer à l'exécutif et discuter d'une autre manifestation le 31 mars.

## Le texte présenté lors du conseil des ministres du 24 mars

De son côté, Manuel Valls a affirmé hier lors des questions au gouvernement à l'Assemblée que le report de l'examen de la loi sur le travail en Conseil des ministres n'était pas une « reculade ».

En principe, le texte « retravaillé » devrait être adopté en Conseil des ministres le 24 mars et arriver à l'Assemblée fin avril pour une adoption définitive par le Parle-

ment — avec ou sans 49-3 — en juillet. Un long chemin qui ne s'annonce pas semé de pétales de roses. Même si la fronde sera peut-être moins forte dans les rangs socialistes que pour la déchéance de la nationalité. « Je ne sens pas une volonté d'en découdre avec le gouvernement, on est tous dans le même bateau », confie une députée PS. Pour fléchir les indecis, Valls participera néanmoins à un « séminaire » avec le groupe socialiste à l'Assemblée.

Le Premier ministre recevra aussi syndicats et patronat à partir de la semaine prochaine. Hier, il a d'ailleurs repoussé d'un mois son voyage prévu en mars en Australie et en Nouvelle-Calédonie. Il y a trop à faire à Paris...

PHILIPPE MARTINAT